

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

NATIXIS COFICINÉ

Société anonyme au capital de 6.251.350 euros
Siège social : 42, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS
552 000 846 RCS PARIS

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée générale mixte du 5 mai 2026.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de la société Natixis Coficiné,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Natixis Coficiné relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 "Principes, règles et méthodes comptables" de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	
Risque identifié	Réponse des commissaires aux comptes face à ce risque
<p>Le portefeuille net de prêts et créances à la clientèle de Natixis Coficiné s'élève à 925,4 millions d'euros au 31 décembre 2025. Ces prêts et créances sont évalués en réescompte. Les encours identifiés individuellement comme sensibles, douteux ou contentieux font l'objet d'un provisionnement individuel. Comme indiqué en note 2.D de l'annexe aux comptes, les provisions individuelles sont calculées et déterminées par la direction sur la base d'examens réguliers de la situation du risque client ou du projet, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles.</p> <p>Au regard de la matérialité du portefeuille de prêts et créances à la clientèle dans les états financiers et des zones de jugement de la direction qui interviennent dans la détermination des dépréciations afférentes, nous avons considéré que ces dépréciations constituaient une zone de risque particulière et un point clé de l'audit.</p> <p>Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s'élève à 9,6 M€ pour un encours net de 925,4 M€ au 31 décembre 2025. Le coût du risque sur l'exercice 2025 s'élève à -2,6 M€.</p> <p>Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 2.D, 3.3.1 et 3.4.1 à 3.4.3 de l'annexe.</p>	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôles relatif au recensement des expositions, au suivi du risque de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations afférentes sur base individuelle.</p> <p>Pour les provisions individuelles, nos travaux ont consisté à apprécier la qualité (i) du dispositif de suivi et d'identification des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, (ii) du processus de revue de crédits, (iii) du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions individuelles.</p> <p>Nous avons également vérifié que les estimations retenues s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans la note « D – Créances sur établissements de crédit et de la clientèle » des principes et méthodes comptables de l'annexe aux comptes annuels.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banques et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles ne rentrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4 et L. 22-10-10 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Natixis Coficiné par l'assemblée générale du 30 juin 2014 pour le cabinet Forvis Mazars et du 29 avril 2025 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars était dans la 11^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 1^{ère} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes

Neuilly-sur-Seine et Levallois-Perret, le 20 avril 2026

Forvis Mazars S.A.

Paul-Armel JUNNE

Associé

PricewaterhouseCoopers Audit

Thomas GELEZ

Associé

BILAN au 31/12/2025 - en €

ACTIF	31/12/2025	31/12/2024
Caisses, Banque de France, CCP	72	72
Banques & Etablissements de crédit	2 946 880	1 954 159
Crédits à la Clientèle	925 378 743	860 829 152
Portefeuille titres	840 085	826 958
Crédit bail mobilier	6 156 256	7 452 560
Immobilisations	455 412	791 568
Autres actifs	1 253 777	1 549 107
Comptes de régularisation	1 085 673	1 867 971
TOTAL ACTIF	938 116 897	875 271 548

HORS BILAN - Engagements reçus		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	241 626 803	194 033 340

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
Banques & Etablissements de crédits	893 545 613	814 159 301
Opérations avec la clientèle	3 258 816	8 220 403
Autres passifs	2 361 556	2 478 483
Comptes de régularisation	10 938 971	19 848 442
Provisions pour risques et charges	559 014	290 685
FRBG et provisions réglementées	3 048 980	3 048 980
Capitaux propres hors FRBG	24 403 948	27 225 254
Capital social	6 251 350	6 251 350
Réserve légale	625 135	625 135
Report à nouveau	11 159 284	11 110 082
Résultat de la période	6 368 178	9 238 687
TOTAL PASSIF	938 116 897	875 271 548

HORS BILAN - Engagements donnés		
Engagements de financement	233 938 880	267 081 231
Engagements de garantie	2 231 424	622 288

COMPTE DE RESULTAT au 31/12/2025 - en €

	31/12/2025	31/12/2024	Variation	
			Valeur	% age
Intérêts, commissions et produits assimilés	45 763 694	54 907 206	-9 143 512	-16,7 %
Intérêts, commissions et charges assimilées	-24 519 414	-31 859 041	7 339 627	-23,0 %
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	3 420 029	3 532 417	-112 387	-3,2 %
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-3 117 371	-3 212 071	94 700	-2,9 %
Revenus des titres à revenu variable	0	0	0	
Autres produits d'exploitation bancaire	138 218	122 491	15 727	12,8 %
Autres charges d'exploitation bancaire	-222 223	-152 852	-69 370	45,4 %
PRODUIT NET BANCAIRE	21 462 934	23 338 150	-1 875 216	-8,0 %
Charges générales d'exploitation	-10 092 704	-10 283 838	191 134	-1,9 %
Dotations aux amortissements sur immobilisations	-355 457	-329 592	-25 865	7,8 %
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	11 014 773	12 724 719	-1 709 947	-13,4 %
Coût du risque	-2 624 862	-629 089	-1 995 773	317,2 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	8 389 911	12 095 631	-3 705 719	-30,6 %
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	-5 003	5 003	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	8 389 911	12 090 627	-3 700 716	-30,6 %
Résultat exceptionnel	131 105	-38 074	169 179	
Impôt sur les bénéfices	-2 152 838	-2 813 866	661 028	-23,5 %
RESULTAT NET	6 368 178	9 238 687	-2 870 509	-31,1 %

Annexe

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de la société. Elle comporte des éléments d'information complémentaires au bilan et au compte de résultat, de façon que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière.

Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que pour autant qu'ils aient une importance significative.

Les états financiers de l'annexe sont présentés en euros.

1 Faits caractéristiques de l'exercice

Néant

Evénements post clôture

Isabelle Terrel a démissionné de son mandat de directrice générale de Natixis Coficiné et de ses fonctions de dirigeant effectif, avec effet à compter du 1^{er} février 2026. Sur décision du conseil d'administration de Natixis Coficiné, Silvia LAJ a été nommée en qualité de dirigeant effectif, et de nouvelle directrice générale de Natixis Coficiné pour une durée de 4 ans qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2029.

2 Principes, règles et méthodes comptables

La présentation des états financiers au 31 décembre 2025 est conforme au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire

L'Autorité des normes comptables (ANC) du 7 juillet 2024 a adopté le règlement n° 2024-03 modifiant plusieurs règlements en vue de les mettre à jour des modifications apportées au plan comptable général par le règlement ANC n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers. La société a appliqué pour la première fois le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers et le règlement n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022. Cette première application constitue un changement de méthode comptable. Son incidence sur les comptes 2025 de Natixis Coficiné est non significative.

Les états financiers ont par ailleurs été établis selon les dispositions applicables aux établissements financiers dans le respect des règles de la réglementation bancaire, du principe de prudence, et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

Les charges et les produits sont enregistrés prorata temporis. Les produits ou charges constatés d'avance ou à payer sont inscrits au bilan aux comptes de régularisation ou comptes d'ordre.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements des solutions informatiques acquises sont calculés de façon linéaire sur 12 mois à compter de leur date d'utilisation pour les acquisitions antérieures au 01/01/2003. A compter du 01/01/2004, les acquisitions de solutions informatiques d'une valeur supérieure à 15.000 € sont amorties de façon linéaire sur une durée de 3 ans.

B - Immobilisations corporelles

Il convient de distinguer, les immobilisations propres à l'exploitation de la société des immobilisations louées en crédit bail mobilier, dans le cadre de notre activité financière.

Dans tous les cas les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

- Immobilisations propres à l'exploitation :

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire ou dégressif pour les biens qui ouvrent droit à ce régime en fonction de la durée probable d'utilisation, dont les principes sont les suivants :

. Constructions	
- Fondations	45 ans
- Façades	25 ans
- Couvertures	30 ans
- Equipements techniques	15 ans
- Aménagements intérieurs	10 ans
- Matériel de transport,	3 à 5 ans
- Mobilier (neuf)	10 ans
- Matériel (neuf)	2 à 5 ans
- Mobilier et matériel d'occasion	1 à 3 ans

- Immobilisations destinées à la location avec option d'achat (crédit bail mobilier) :

La valeur brute des éléments d'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine.

Pour tous les dossiers de crédit bail, l'amortissement fiscal retenu est égal à l'amortissement financier des contrats.

La valeur nette des immobilisations ne peut excéder la valeur de l'encours financier des contrats qui y sont attachés.

La dotation minimum aux amortissements lie la valeur nette comptable des immobilisations à l'encours financier des contrats. La dotation supérieure à ce minimum constitue une réserve latente. Si cette dernière s'avère négative, une provision est inscrite dans les comptes.

Les immobilisations temporairement non louées (ITNL) consécutives à une défaillance de l'emprunteur sont en cours de récupérations pour leur revente future et sont maintenues à l'actif du bilan jusqu'à leur revente. Elles sont enregistrées à leur valeur nette comptable au moment de la rupture du contrat. Lorsque leur valeur d'évaluation fait apparaître une valeur inférieure à la valeur nette comptable, il est comptabilisé une dépréciation d'actif.

C - Portefeuille de titres.

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles Natixis dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de Natixis Coficiné.

Ils sont enregistrés à la date d'acquisition pour leur prix d'achat.

Ces titres sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur d'utilité à la date d'arrêt ou de leur coût d'acquisition. Les éventuelles moins-values latentes font l'objet d'une dotation pour dépréciation. La dépréciation se fait par voie de provision dès lors que leur valeur d'utilité ou valeur estimative est inférieure au coût d'acquisition.

La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte de différents critères tels que : la quote-part de la situation nette éventuellement corrigée des plus ou moins-values latentes sur actif ou, de leur valeur de rentabilité.

Les revenus, corrections de valeur et résultats de cession des portefeuilles-titres sont comptabilisés de la manière suivante :

- les produits des titres à revenu variable sont enregistrés au fur et à mesure de leur encaissement ou lorsque leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'assemblée générale ;
- les produits des titres à revenu fixe sont comptabilisés selon la méthode des intérêts courus ;
- les corrections de valeur et résultats de cession des titres sont enregistrés dans des rubriques spécifiques selon leur portefeuille d'appartenance :
 - en produit net bancaire pour les titres de placement,
 - en coût du risque pour les titres à revenus fixe classés en portefeuille de placement, lorsque les corrections de valeur correspondent à un risque de contrepartie,
 - en gains ou pertes sur actifs immobilisés pour les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

D - Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances autres que celles représentées par un titre, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit, y compris les créances subordonnées, les valeurs reçues en pension matérialisées par des valeurs ou des titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle englobent les prêts distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles représentées par un titre, les valeurs reçues en pension matérialisées par des valeurs ou des titres. Elles sont ventilées en fonction de la nature des concours (comptes ordinaires débiteurs, créances commerciales, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à l'export, prêts subordonnés...).

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode actuarielle au taux d'intérêt effectif, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Une distinction est opérée entre les crédits sains et les crédits douteux. Le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire prévoit le classement des créances en quatre catégories : créances saines, créances douteuses ordinaires, créances douteuses compromises et créances restructurées.

Sont considérées comme douteuses, les créances pour lesquelles il existe un risque de crédit avéré, nonobstant l'existence de garanties, rendant probable la non perception par Natixis Coficiné de tout ou partie des sommes dues par les contreparties au titre des engagements qu'elles ont souscrits. Il s'agit des créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. En particulier, les crédits présentant des échéances impayées depuis trois mois au moins sont classés dans les encours douteux.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée et les créances classées en douteux depuis plus d'un an dès lors qu'un passage en perte est envisagé.

Cas particulier des créances restructurées en raison de la situation financière du débiteur

Les encours restructurés correspondent aux financements ayant fait l'objet d'aménagements constituant une concession pour Natixis Coficiné lorsque ces aménagements sont conclus avec des débiteurs faisant face ou sur le point de faire face à des difficultés financières. Les encours restructurés résultent donc de la combinaison d'une concession et de difficultés financières.

Les aménagements visés par les restructurations doivent apporter une situation plus avantageuse au débiteur (ex : suspension d'échéance d'intérêt ou de principal, prorogation d'échéance, etc.) et sont matérialisés par la mise en place d'avenants modifiant les termes d'un contrat existant ou par le refinancement total ou partiel d'un prêt existant.

La difficulté financière est déterminée en observant un certain nombre de critères tels que l'existence d'impayés de plus de 30 jours ou la présence d'une note sensible. La mise en place d'une restructuration n'implique pas nécessairement le classement de la contrepartie concernée par le réaménagement dans la catégorie des défauts bâlois, le critère de la difficulté financière étant appréhendé en amont de celui retenu pour déclasser les contreparties dans la catégorie des défauts bâlois.

Dépréciations individualisées

Lorsqu'il survient un risque de non-recouvrement partiel ou total des créances, ou de non tenue des engagements des débiteurs, des provisions pour dépréciation de créances douteuses ou pour risques sont dotées au compte de résultat.

Les provisions sont déterminées par la Direction Générale sur la base : d'examen périodiques de la situation du risque client ou du projet, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Pour l'appréciation de ces provisions il est tenu compte des garanties bancaires attachées à ces créances.

La charge nette de l'exercice au titre de ces risques est inscrite en compte de résultat au poste " Coût du risque ".

L'existence d'intérêts échus impayés depuis plus de trois mois donne lieu au déclassement en créances douteuses non compromises de tous les concours de crédits afférents au client considéré et au provisionnement à 100 % des intérêts impayés. Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur. En application de la réglementation bancaire :

- les intérêts courus et échus des prêts faisant l'objet d'une procédure judiciaire sont portés en minoration des comptes d'intérêts dans lesquels ils ont été enregistrés. Si ces intérêts viennent à être payés, ils sont enregistrés sous cette rubrique lors de leur encaissement ;
- les intérêts concernant des clients pour lesquels des échéances restent impayées pendant plus de trois mois ou le cas échéant six et neuf mois, sont également dépréciés pour leur totalité en minoration des comptes d'intérêts dans lesquels ils ont été enregistrés initialement ;
- par contagion, l'encours en capital de ces clients est classé en créances douteuses même si l'analyse du risque ne conduit pas à déprécier le risque en capital.

Les dotations et reprises de dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses sont enregistrées dans le PNB.

Provisions pour dépréciation d'actif :

- les dépréciations sur créances et toutes autres provisions affectées à des actifs sont inscrites en déduction des postes d'actif concernés.
- Le montant des dépréciations est calculé par différence entre la valeur brute comptable de la créance et les sommes estimées recouvrables (y compris les flux résultant de la réalisation des garanties).
- Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte sous la forme de provisions au passif du bilan.

Dépréciations au titre du risque de crédit non affecté individuellement

Les actifs financiers ne présentant pas de risque de crédit individuellement affecté sont inclus dans des groupes d'actifs ayant des caractéristiques de risques similaires.

Des portefeuilles d'actifs homogènes sont constitués et inclus dans l'assiette provisionnable des encours sains relatifs à des secteurs d'activité pour lesquels la situation économique laisse présager des difficultés.

Pour chacun de ces groupes, il est recherché l'existence d'un indice objectif de dépréciation reposant sur des données observables indiquant une diminution probable des flux de trésorerie recouvrables estimés pour ce groupe d'actifs. Si un indice objectif de dépréciation est observé, alors les encours formant ce groupe d'actifs font l'objet de la comptabilisation d'une dépréciation collective constatée au passif du bilan. Un actif appartenant à ce groupe qui viendrait à être provisionné de manière individuelle (risque affecté individuellement) est exclu de l'assiette de calcul de la dépréciation collective. Le provisionnement du risque collectif se base sur des combinaisons d'indices propres au secteur (croissance du secteur, trésorerie des entreprises du secteur, etc.).

Opérations de crédit bail

Les opérations de crédit bail sont classées dans une rubrique spécifique pour leur encours déterminé selon les principes de la comptabilité financière.

Opérations de hors bilan

Les prêts consentis de façon irrévocable, mais qui n'ont pas encore donné lieu à des mouvements de fonds, sont enregistrés en hors bilan dans la catégorie " Engagements de financement ".

Les engagements de financement en faveur de la clientèle comprennent les ouvertures de crédits confirmés autres que des établissements de crédit.

Les engagements de garantie en faveur de la clientèle comprennent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'agents économiques autres que des établissements de crédit.

E – Provisions

Les provisions constituent des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sur engagement par signature ou sur litiges figurent en provisions pour risques et charges, elles couvrent les risques identifiés par la société dès lors que le risque est certain ou probable. En effet, leur comptabilisation est subordonnée à l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources attendue pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions au passif concernent les engagements sociaux et les dépréciations au titre du risque de crédit non affecté individuellement.

F - Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

G - Dettes subordonnées

Le poste est de 0 € à fin 2025.

H - Créances, dettes et engagements libellés en devises

Les créances, dettes et engagements libellés en devises sont valorisés à chaque arrêté et à la clôture de l'exercice aux cours indicatifs de la Banque de France. Les gains et pertes de change résultant de cette évaluation, qu'ils soient latents ou réalisés, sont comptabilisés au compte de résultat.

I - Passif éventuel

Aucun passif éventuel n'est à signaler.

J - Fonds pour Risques Bancaires Généraux " F.R.B.G " :

Le fonds pour risques bancaires généraux couvre, sur décision des dirigeants, les risques généraux de l'activité bancaire. En aucun cas il ne couvre des risques identifiés, lesquels font l'objet de provisions spécifiques. Les dotations au FRBG ont supporté l'impôt car celles-ci ne sont pas déductibles fiscalement.

K - Impôts sur les sociétés et fiscalité latente

Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 25 % ; depuis le 1^{er} janvier 2007, les plus-values à long terme sur titres de participation sont exonérées sous réserve de la taxation à l'impôt sur les sociétés d'une quote-part de frais et charges de 12 % sur le montant des plus-values brutes, soit un taux effectif de 4,13 %. S'y ajoute :

o une Contribution Sociale sur les Bénéfices égale à 3,3 % assise sur l'impôt sur les sociétés (après application d'un abattement de 0,76 M EUR) instaurée en 2000 ;

En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés à hauteur de 99 %.

La charge d'impôts inclut l'impôt dû au titre de l'exercice et la contribution sociale, exception faite de l'IFA passé en charge du compte d'exploitation.

Le montant des charges non déductibles de l'impôt sur les sociétés se monte en 2025 à 8,4 K€.

La fiscalité latente est constituée de réintégrations temporaires dont l'impôt est supporté l'année du paiement.

L - Refinancement

La quasi-totalité de notre refinancement est assuré par Natixis conformément aux décisions de comité des filiales par découvert ou lignes à terme conclues auprès de la trésorerie Natixis.

Les facilités de lignes sont révisées, sauf besoin particulier ou urgence de la demande, tous les ans.

M - Avantages du personnel

Les avantages dont bénéficie le personnel sont comptabilisés par Natixis Coficiné. Le montant de la provision comptabilisée au bilan et la charge annuelle comptabilisée en frais de personnel.

N - Changement de méthode

Aucun changement de méthode comptable n'a eu d'impact sur les comptes de l'exercice 2025.

O - Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015.

Les contributions au titre du fonds de garantie des dépôts et de résolution peuvent être versées sous la forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan et de cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) comptabilisées en résultat dans le poste « Impôts, taxes et contributions réglementaires » parmi les autres charges d'exploitation

Aucune contribution au FRU n'a été versée au titre de l'exercice 2025.

Le cumul du collatéral en garantie inscrit à l'actif du bilan s'élève à 341 329,13 au 31 décembre 2025.

ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE ET DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

En Euros

3 - Etat des immobilisations	Valeur brute au 31/12/2025	Amortissements ou dépréciations	Valeur nette au 31/12/2025
Immobilisations incorporelles	2 121 715	2 121 712	2
Terrain et construction	422 272	54 950	367 322
Autres immobilisations corporelles	153 331	65 243	88 088
Immobilisations crédit bail	12 772 606	6 619 239	6 153 367
Portefeuille titres	842 130	0	842 130

3.1 - Détail des immobilisations	Valeur brute au 31/12/2024	Augmentations 2025	Diminutions 2025	Valeur brute au 31/12/2025
Immobilisations incorporelles	2 121 715			2 121 715
Droits licences	0			0
Immobilisations en cours				
Immobilisations corporelles				
Constructions sur sol d'autrui	413 583	8 689	0	422 272
Autres immobilisations corporelles	190 419	10 612	47 700	153 331
Total immobilisations corporelles	604 002	19 301	47 700	575 603
Immobilisations propres à l'exploitation	2 725 717	19 301	47 700	2 697 318
Immobilisations Crédit-bail				
Crédit bail mobilier	14 121 530	1 851 612	3 200 535	12 772 606
Immobilisations crédit bail	14 121 530	1 851 612	3 200 535	12 772 606

Immobilisations Financières	Valeur brute au 31/12/2024	Entrées 2025	Sorties 2025	Valeur brute au 31/12/2025
Participations	826 958	19 012	3 840	842 130
Total immobilisations financières	826 958	19 012	3 840	842 130
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	17 674 205	1 889 925	3 252 076	16 312 054

3.2 - Détail des amortissements	Amortis. cumulés au 31/12/2024	Dotations 2025	Diminutions 2025	Amortis. cumulés au 31/12/2025
Immobilisations incorporelles	1 819 465	302 247		2 121 712
Immobilisations corporelles				
Constructions	17 604	37 347		54 950
Autres immobilisations	97 080	15 863	47 700	65 243
Immobilisations louées - Crédit bail	6 670 398	3 117 371	3 168 530	6 619 239
Total des amortissements	8 604 546	3 472 829	3 216 230	8 861 145

3.3.1 ETAT DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS (en euros)

	Provisions au 31/12/2024	Dotations 2025	Reprises 2025	Provisions au 31/12/2025
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques clients	0	256 250		256 250
Provision pour indemnités de fin de carrière	259 336	19 966		279 302
Provision pour médaille du travail	31 349		7 888	23 461
Sous total	290 685	276 216	7 888	559 014
Provisions pour dépréciation				
Sur créances	6 547 163	2 762 449	408 139	8 901 473
Sur créances rattachées	667 389	175 960	93 343	750 006
Sous total	7 214 552	2 938 410	501 482	9 651 479
Totaux	7 505 237	3 214 626	509 371	10 210 492

* Ce poste était en compte de régularisation en 2023 et a été reclassé en provisions pour risques et charges en 2024

Coût du risque	Charges	Produits
Provision pour dépréciation	2 762 449	408 139
Provision pour risques	256 250	0
Pertes couvertes par des provisions Pertes et Produits sur créances	23 852	9 551
Totaux	3 042 551	417 690
	2 624 862	

3.3.2 Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) (en euros)

	Provisions au 31/12/2024	Dotations 2025	Reprises 2025	Provisions au 31/12/2025
Provision F.R.B.G	3 048 980			3 048 980
La dotation au FRBG a supporté l'impôt				

3.4.1 VENTILATION DES CREANCES SELON LEUR DUREE RESIDUELLE

	Encours Brut	D<=3 mois	3m<D<=1a	1a <D<= 5a	Plus 5 ans	Dépréciation	Total Au 31/12/2025	Total Au 31/12/2024
Créances sur les établissements de crédit et les banques	2 946 880	2 946 880					2 946 880	1 954 159
Crédits à la clientèle	910 251 343	71 529 840	238 802 598	563 148 059	36 770 846		910 251 343	838 519 244
Créances rattachées	774 865	774 865					774 865	736 859
Créances sur opérations de crédit bail - encours financier	6 138 969	13 526	435 364	5 354 839	335 240		6 138 969	7 385 425
Créances rattachées	0						0	0
Créances douteuses	23 252 794	7 065 422	12 980 370	3 037 242	169 760	-8 901 473	14 351 321	21 571 122
Créances douteuses rattachées	751 219	751 219				-750 006	1 213	1 927
Créances douteuses sur crédit bail	0						0	118 486
Créances rattachées	0						0	0

3.4.2 VENTILATION DES CREANCES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITE

	Cinéma	Audiovisuel	Exploitation salles de cinéma	Industrie technique	Industrie Culturelle	Total au 31/12/25
Crédits à la clientèle (y compris l'encours financier de crédit bail)	491 496 457	330 774 143	50 176 477	35 015 407	8 927 828	916 390 312
Créances douteuses Valeur brute	9 029 736	12 107 989	0	1 359 119	755 950	23 252 794
	500 526 193	342 882 132	50 176 477	36 374 526	9 683 778	939 643 106

3.4.3 VENTILATION DES CREANCES SELON LE SECTEUR GEOGRAPHIQUE

	France	Belgique + Luxembourg	Italie	Angleterre	Autres pays européens	Pays Scandinav es	USA + Canada + Australie + NZ	Total au 31/12/25
Crédits à la clientèle	609 172 571	15 357 351	47 017 926	178 278 975	30 334 620	26 254	36 202 615	916 390 312
Créances douteuses								
Valeur brute	15 934 064	34 089	6 899 369		223 677	161 595		23 252 794
	625 106 635	15 391 440	53 917 295	178 278 975	30 558 297	187 849	36 202 615	939 643 106

3.4.4 VENTILATION DES DETTES SELON LEUR DUREE RESIDUELLE

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	A 1 an au plus	1a <D<= 5a	Plus 5 ans	Total Au 31/12/2025	Total Au 31/12/2024
Découvert bancaire autorisé	51 514 857			51 514 857	49 157 548
Tirages à terme	807 485 582	24 000 000	6 000 000	837 485 582	760 837 284
Intérêts courus à payer	3 287 804			3 287 804	4 164 469
	862 288 244	24 000 000	6 000 000	892 288 244	814 159 301

3.5.1 AUTRES ACTIFS & PASSIFS

	Au 31/12/2025		Au 31/12/2024	
	Autres Actifs	Autres Passifs	Autres Actifs	Autres Passifs
Dépôts de garantie versés	495 704		520 602	
Avance fournisseurs	12 117		54 183	
Etat - Impôts sociétés	667 028		836 380	
Etat - Crédit de TVA	64 721		0	
Débiteurs divers	14 207		137 943	
Provision charges à payer				
Personnel et comptes rattachés		2 058 820		2 257 588
Provision taxes à payer		28 026		6 904
Etat - TVA		52 663		37 636
Créditeurs divers		222 048		176 355
Total	1 253 777	2 361 556	1 549 107	2 478 483

3.5.2 COMPTES DE REGULARISATION

	Au 31/12/2025		Au 31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Produits à recevoir				
Intérêts courus	1 010 130		1 712 104	
Prestation à MCI	56 293		132 019	
Autres produits à recevoir				
Charges et produits constatés d'avance				
Autres achats et charges externes Produits opérations clientèle	19 250	8 313 352	23 849	16 964 016
Charges à payer		2 625 619		2 884 426
Total	1 085 673	10 938 971	1 867 971	19 848 442

3.5.3 ENTREPRISES LIEES

	Montant brut au 31/12/2025	Montant brut au 31/12/2024
Immobilisations financières		
Participations	840 085	823 118
Créances		
Banques et établissements de crédits	2 932 949	1 954 159
Créance d'intégration fiscale	667 028	836 380
Autres débiteurs	63 493	142 320
Dettes		
Banques et établissements de crédits	893 410 613	814 027 656
Intérêts courus à payer	135 000	131 645
Autres créditeurs	2 839	0
Produits d'exploitation		
Produits accessoires	62 293	76 648
Produits des filiales (dividendes)	0	0
Charges d'exploitation bancaire		
Intérêts sur opérations de trésorerie	22 514 155	30 150 809
Services bancaires	19 867	17 884
Charges d'exploitation non bancaire		
Services extérieurs	499 603	416 862

Identité des entreprises liées

NATIXIS 30, avenue Pierre Mendès-France 75013 Paris

MEDIASTONE PARTNERS 5-7, rue de Monttessuy 75007 Paris

FMCA 42, Av Raymond Poincaré, 75116 Paris

SIREN Paris 542 044 524

SIREN Paris 349 140 962

SIREN Paris 413 826 801

Notre société est consolidée par intégration globale dans les comptes de NATIXIS

3.5.4 VENTILATION DU CHIFFRE D’AFFAIRES

	Montant au 31/12/2025
Produits des opérations avec la clientèle	
Intérêts et commissions	45 944 145
Opérations de crédit bail - loyers	3 420 029
Produits divers	189 290
Total	49 549 297

3.5.5 VENTILATION DES FRAIS DE PERSONNEL

	Montant au 31/12/2025
Salaires et traitements	3 208 641
Autres charges sociales	22 767
Provision sur salaires à payer	914 786
Charges sociales	1 951 723
Charges sur salaires à payer	113 914
	6 211 831
Intéressement et participation	5 036
Provision Intéressement à payer	377 012
Provision participation des salariés à payer	180 000
Impôts et taxes sur rémunérations	384 040
Provisions Impôts et taxes sur rémunérations à payer	56 957
Total	7 214 876

3.5.6 IMPOTS ET TAXES

	Montant au 31/12/2025
CFE et CVAE	80 493
Contribution sociale de solidarité	63 723
Autres impôts	102 067
Total	246 283

4.1 ENGAGEMENTS FINANCIERS

L’analyse selon les secteurs d’activité des engagements hors-bilan se détaille comme suit :

	Cinéma	Audiovisuel	Exploitation salles de cinéma	Industrie technique	Industrie Culturelle	Total au 31/12/2025	Total au 31/12/2024
Clientèle - Cautions et avals	0	2 231 424				2 231 424	622 288
Ouverture de crédits à la clientèle	123 975 701	105 538 814	2 202 049	0	2 222 316	233 938 880	267 081 230
Clientèle - cautions bancaires reçues sur crédits utilisés	146 737 375	28 576 775	7 407 541	4 112 918	2 285 451	189 120 060	150 105 312
Clientèle - cautions bancaires reçues sur ouvertures de crédits	39 556 427	11 983 049	0	0	967 267	52 506 743	43 928 029

L'analyse selon les secteurs géographique des engagements hors-bilan se détaille comme suit :

	France	Belgique + Luxembourg	Italie	Angleterre	Autres pays européens	Pays Scandinaves	USA + Canada + Australie + NZ	Total au 31/12/2025
Clientèle - Cautions et avals	1 680 174		551 250					2 231 424
Ouverture de crédits à la clientèle	158 517 607	5 777 493	12 538 832	48 151 297	2 742 137	24 409	6 187 105	233 938 880
Clientèle - cautions bancaires reçues sur	154 459 380	7 498 122	25 398 207	0	552 460	103 317	1 108 574	189 120 060
Clientèle - cautions bancaires reçues sur	43 812 542	2 200 646	5 921 779	0	220 759	13 425	337 592	52 506 743

4.2 ACCROISSEMENT OU ALLEGEMENT DE LA CHARGE FISCALE FUTURE

	Base	Actif d'impôt
Provision à fiscalité différée	4 098 520	1 058 648

4.3.1 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Différente catégorie de titres	A la clôture de l'exercice	Nombre de titres		Valeurs nominales
		Créés en 2025	Remboursés en 2025	
Actions ordinaires	125 027	-	-	50 €
Droits de vote attachés	125 027			

4.3.2 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Montant à l'ouverture de l'exercice	2025	2024
Capital au 1 ^{er} janvier	6 251 350	6 251 350
Réserves au 1 ^{er} janvier	625 135	625 135
Report à nouveau au 1 ^{er} janvier	11 110 082	11 063 191
Distribution de dividende	9 189 485	11 064 890
Montant à la clôture de l'exercice	2025	2024
Capital au 31 décembre	6 251 350	6 251 350
Réserves au 31 décembre	625 135	625 135
Report à nouveau au 31 décembre	11 159 284	11 110 082

4.4.1 REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément à la Loi, il est indiqué le montant global de toutes rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux au cours de l'exercice 2025

Stéphanie Paix Isabelle Terrel Didier Courtois-Duverger Florence Brieu Jean Yves Forel Elisabeth de Gaulle Eléonore Eyssautier	Administrateur Président Administrateur DG Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur	Montant global 488 440 €
--	---	-----------------------------

Il est précisé qu'il n'y a aucune option de souscription d'actions en cours

4.4.2 REMUNERATIONS GLOBALES VERSEES AUX ORGANES DE DIRECTION

Montant global des rémunérations versées aux cinq personnes les mieux rémunérées 1 575 910 €

4.5 AVANCES AUX DIRIGEANTS

Conformément à l'article L. 225 - 43 du nouveau Code de Commerce, aucune avance ou crédit n'a été allouée aux dirigeants de la société

4.6 VENTILATION DE L'EFFECTIF

Cadres	38
Non-cadres	4
	42

4.7 AFFECTATION DES RESULTATS

Il a été proposé à l’Assemblée Générale d’affecter le résultat de la façon suivante :

Affectation	Résultat 2025 Bénéfice Report à nouveau	6 368 178,07 €
		11 159 284,46 €
	Dividendes 50,75 euros par action Report à nouveau	17 527 462,53 €
		6 345 120,25 €
		11 182 342,28 €
		17 527 462,53 €

4.8 TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Désignation		Capital	Réserves et R.A.N avant affectation	Quote- part %	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Prêts et avances en valeur nette	Montant des cautions et avals donnés	C.A. H. T du dernier exercice	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés	Observations
1. Renseignements détaillés A. Filiales (+ de 50 % du capital détenu) Médiastone Partners (ex MCI) 5-7, rue de Monttessuy 75007 PARIS SIREN 349 140 962	SA	840 000	-163 076	99,99 %	800 266	800 266	-	-	1 704 625	11 512	0	Bilan au 31/12/2025
	SAS	38 125	4 243	100,00 %	39 819	39 819	-	-	35 519	13 644	0	Bilan au 31/12/2025
Film & Média Collecting Agency FMCA 42, Av Raymond Poincaré, 75116 Paris SIREN 413 826 801 B. Participations (10 à 50 % du capital détenu) 2. Autres participations Dans des Sociétés françaises												

NATIXIS COFICINE**Cinq derniers exercices**

	2021	2022	2023	2024	2025
I. Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social en euros	6 251 350	6 251 350	6 251 350	6 251 350	6 251 350
b) Nombre d'actions émises	125 027	125 027	125 027	125 027	125 027
II. Résultat global des opérations effectives en euros					
a) Chiffre d'affaires hors taxes (loyers, produits financiers...)	25 149 396	34 786 787	56 225 428	58 826 879	49 549 297
b) Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	14 818 066	17 841 273	15 095 443	13 054 312	11 370 230
c) Impôts sur les bénéfices	3 472 066	3 789 027	3 649 273	2 813 866	2 152 838
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	8 888 587	10 736 960	11 111 780	9 238 687	6 368 178
e) Montant des bénéfices distribués					
Dividendes	8 876 917	10 689 809	11 064 890	9 189 485	6 345 120
III. Résultat des opérations réduit à une action en euros					
a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	90,75	112,39	91,55	81,91	73,72
b) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	71,09	85,88	88,88	73,89	50,93
c) Dividende versé par action	71,00	85,50	88,50	73,50	50,75
IV. Personnel					
a) Effectif moyen employés pendant l'exercice	39	42	42	42	43
b) Montant de la masse salariale en euros	3 507 341	3 511 237	3 983 276	4 199 594	4 379 130
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux en euros	2 457 636	2 644 111	2 734 186	2 741 142	2 784 386

Affectation du résultat

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuvant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice net comptable d'un montant de 6.368.178,07 euros, augmenté du report à nouveau de 11.159.284,46 euros, soit la somme de 17.527.462,53 euros, comme suit :

Bénéfice net comptable	6.368.178,07 €
Report à nouveau	11.159.284,46 €
Total	17.527.462,53 €
Affectation :	
Dividendes	6.345.120,25 €
Report à nouveau	11.182.342,28 €
Total	17.527.462,53 €

L'assemblée générale constate que le dividende net par action proposé est de 50,75 €.

Par ailleurs, l'assemblée générale prend acte des sommes distribuées à titre de dividendes, au cours des trois précédents exercices :

EXERCICE	DIVIDENDE NET PAR ACTION (*)	MONTANT GLOBAL DU DIVIDENDE DISTRIBUE
2022	85.50 €	10.689.808,50 €
2023	88.50 €	11.064.889,50 €
2024	73.50 €	9.189.484,50

(*) Les dividendes sont éligibles à l'abattement en application des dispositions de l'article 158-3.2° du code général des impôts.

(...)

Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social : 42, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS.